

2. LES FINANCES ET L'ÉCONOMIE PUBLIQUES

Dépenses des administrations publiques par fonction (COFOG)

La ventilation des dépenses des administrations publiques par fonction et son évolution au fil du temps font ressortir les principales priorités et les principaux défis des administrations publiques.

En 2013, les administrations publiques des pays de l'OCDE ont affecté la part la plus importante de leurs dépenses totales à la protection sociale. En moyenne, près du tiers (32.4 %) des dépenses publiques lui étaient consacrées. Cette part est particulièrement élevée dans les pays nordiques, au Luxembourg, en France, en Allemagne, au Japon, en Autriche et en Italie, avec plus de 40 % des dépenses publiques totales. En France, les dépenses consacrées à la protection sociale sont consacrées pour plus de la moitié (55 %) aux retraites, à hauteur de 12 % aux prestations de maladie/invalidité, à hauteur de 10 % aux allocations familiales et à hauteur de 8 % aux allocations de chômage. Bien que ces pourcentages varient (la part consacrée aux allocations de chômage, en particulier), de nombreux pays de l'OCDE présentent une ventilation similaire des dépenses de protection sociale.

Les dépenses consacrées à la santé, aux services généraux des administrations publiques (y compris pour le service de la dette) et à l'enseignement constituaient également une part importante des dépenses publiques, puisque chacun de ces secteurs représentait, en moyenne, plus de 10 % des dépenses publiques en 2013. Les dépenses consacrées aux affaires économiques étaient elles aussi importantes (9.5 %) et variaient dans une fourchette allant de plus de 25 % en Grèce à moins de 7 % au Danemark, en Israël, au Portugal et au Royaume-Uni.

En 2013, les administrations publiques de la zone OCDE ont consacré des parts moins importantes de leurs dépenses à la défense (5.5 %), à l'ordre et à la sécurité publics (4.4 %), au logement et aux équipements collectifs (1.5 %), aux loisirs, à la culture et au culte (1.5 %) et à la protection de l'environnement (1.2 %), même s'il pouvait y avoir des différences assez fortes selon les pays. Ainsi, les dépenses consacrées à la défense avoisinaient ou dépassaient 10 % en Israël (14.4 %) et aux États-Unis (9.8 %), alors qu'elles étaient proches de ou inférieures à 1 % en Hongrie, en Irlande, en Islande et au Luxembourg.

Entre 2007 et 2013, les dépenses publiques totales consacrées à la protection sociale et à la santé ont augmenté. Par rapport à la période qui avait précédé la crise financière, les administrations publiques ont dépensé relativement plus pour la protection sociale, en particulier dans les pays où le chômage a connu une forte hausse (Espagne, Irlande, Portugal et Italie). Au cours de la même période, les dépenses de santé ont, en moyenne, augmenté dans les pays de l'OCDE (+0.8 p.p.) ; cette hausse s'explique, dans une certaine mesure, par le poids croissant des dépenses publiques de santé aux Pays-Bas (+1.9 p.p.) et aux États-Unis (+1.5 p.p.). Si la part des dépenses consacrées à la santé et à la protection sociale a nettement baissé dans certains pays (Grèce et Slovaquie) sur cette période, c'est essentiellement en raison de l'accroissement considérable des dépenses affectées aux affaires économiques (> 14 p.p. pour les deux pays) pour soutenir la croissance économique et pour réduire le taux de chômage de certains groupes de population.

Dans l'ensemble, au sein des pays membres de l'OCDE, l'augmentation de la part des dépenses consacrées à la protection sociale et à la santé au cours de cette période a été compensée par une contraction de la part des dépenses consacrées à tous les autres secteurs, et en particulier à l'enseignement (-0.8 p.p.), aux services généraux des

administrations publiques (-0.6 p.p.) et à la défense (-0.5 p.p.). En 2013, sur les 29 pays membres de l'OCDE pour lesquels on dispose de données, 17 avaient réduit la part des dépenses consacrées à l'enseignement par rapport à 2007. Le mouvement était particulièrement marqué en Slovaquie (-3.2 p.p.) et en Islande (-2.3 p.p.). S'agissant des services généraux des administrations publiques, la baisse la plus forte au cours de la période a été enregistrée en Grèce (-7.8 p.p.). Elle s'explique essentiellement par la réduction des dépenses annuelles consacrées au service de la dette, en conséquence de la renégociation et de la restructuration de la dette publique grecque.

Méthodologie et définitions

Les données relatives aux dépenses publiques sont tirées de la base de données des *Statistiques de l'OCDE sur les comptes nationaux* et de la base de données d'Eurostat sur les statistiques relatives aux finances publiques, qui sont établies conformément au *Système de comptabilité nationale (SCN)* ; ce dernier constitue un ensemble de concepts, de définitions, de nomenclatures et de règles approuvés au plan international en matière de comptabilité nationale. Le cadre du SCN a été révisé, et la majeure partie des pays de l'OCDE ont mis en œuvre en tout ou partie la méthodologie actualisée du SCN 2008 (voir l'annexe A pour un complément d'information). Les données sur les dépenses sont ventilées selon la Classification des fonctions des administrations publiques (CFAP ou COFOG), qui classe les dépenses publiques selon dix fonctions : services généraux des administrations publiques ; défense ; ordre et sécurité publics ; affaires économiques ; protection de l'environnement ; logement et équipements collectifs ; santé ; loisirs, culture et culte ; enseignement ; et protection sociale. On trouvera à l'annexe C des précisions sur la nature des dépenses comprises dans chaque catégorie.

Une ventilation détaillée des dépenses publiques pour certaines fonctions prioritaires de la CFAP de niveau 2 est présentée au graphique 2.33 (services généraux des administrations publiques), au graphique 2.34 (ordre et sécurité publics), au graphique 2.35 (affaires économiques), au graphique 2.36 (santé), au graphique 2.37 (enseignement) et au graphique 2.38 (protection sociale). Ces graphiques sont consultables en ligne (<http://dx.doi.org/10.1787/888933248370> ; <http://dx.doi.org/10.1787/888933248384> ; <http://dx.doi.org/10.1787/888933248399> ; <http://dx.doi.org/10.1787/888933248407> ; <http://dx.doi.org/10.1787/888933248412> ; et <http://dx.doi.org/10.1787/888933248422>).

Notes relatives aux tableaux

On ne dispose pas de données pour le Canada, le Chili, le Mexique, la Nouvelle-Zélande et la Turquie. Les données relatives à l'Islande portent sur 2012 et non 2013. Pour 2013, les données fournies pour l'Espagne à la rubrique « Affaires économiques » intègrent les aides financières d'un montant de 4 897 millions EUR accordées aux banques.

Informations sur les données concernant Israël : <http://dx.doi.org/10.1787/888933215602>.


2. LES FINANCES ET L'ÉCONOMIE PUBLIQUES

Dépenses des administrations publiques par fonction (COFOG)

2.31. Ventilation des dépenses des administrations publiques par fonction (2013)

	Services généraux des administrations publiques	Défense	Ordre et sécurité publics	Affaires économiques	Protection de l'environnement	Logement et équipements collectifs	Santé	Loisirs, culture et culte	Enseignement	Protection sociale
Allemagne	14.3	2.4	3.5	7.5	1.3	0.9	15.8	1.9	9.7	42.6
Australie	12.9	3.9	4.7	11.1	2.9	1.7	18.8	2.0	14.4	27.7
Autriche	14.2	1.2	2.6	11.1	1.0	0.7	15.6	1.9	9.8	41.9
Belgique	15.5	1.7	3.4	12.2	1.8	0.6	14.6	2.4	11.8	36.1
Corée	17.1	7.8	4.0	16.8	2.4	3.0	12.1	2.2	16.3	18.4
Danemark	13.6	2.3	1.8	6.3	0.7	0.5	15.3	3.2	12.3	43.9
Espagne	15.5	2.1	4.5	10.0	1.9	1.0	13.6	2.6	9.1	39.7
Estonie	10.3	4.7	4.9	12.5	1.7	1.4	13.0	5.4	15.4	30.7
États-Unis	14.3	9.8	5.6	9.2	0.0	1.5	22.3	0.7	16.0	20.7
Finlande	14.4	2.6	2.4	8.2	0.4	0.7	14.5	2.5	11.2	43.1
France	11.9	3.1	2.9	8.7	1.8	2.4	14.2	2.6	9.6	42.9
Grèce	16.3	3.6	3.1	25.5	1.4	0.5	8.6	1.1	7.6	32.4
Hongrie	20.9	1.0	4.2	13.7	1.8	1.6	10.4	3.7	9.5	33.3
Irlande	16.5	1.0	3.9	7.5	1.6	1.6	17.4	1.8	10.2	38.6
Islande	19.2	0.0	3.1	10.4	1.3	2.4	16.3	6.9	16.9	23.6
Israël	13.5	14.4	3.9	6.8	1.5	1.1	12.2	3.7	16.3	26.6
Italie	17.5	2.3	3.8	8.2	1.8	1.4	14.1	1.4	8.0	41.3
Japon	10.6	2.1	3.1	10.3	2.8	1.8	17.5	0.9	8.5	42.4
Luxembourg	11.5	0.8	2.3	9.5	2.6	1.6	11.9	2.6	12.7	44.4
Norvège	9.7	3.1	2.3	10.6	1.9	1.6	17.0	3.1	11.1	39.7
Pays-Bas	11.0	2.5	4.2	8.2	3.2	1.1	17.7	3.4	11.8	36.7
Pologne	13.5	3.9	5.3	9.6	1.8	1.7	10.9	2.5	12.5	38.3
Portugal	17.9	2.1	4.4	6.7	0.8	1.4	13.3	2.0	13.5	37.8
République slovaque	13.4	3.1	8.0	7.9	2.2	1.7	18.3	3.1	12.2	30.1
République tchèque	11.1	1.8	4.2	14.3	2.5	2.0	17.4	2.7	12.3	31.7
Royaume-Uni	12.5	5.0	4.8	6.8	1.8	1.5	16.7	1.7	12.0	37.2
Slovénie	11.3	1.6	3.6	24.2	1.2	1.2	11.6	3.0	10.9	31.4
Suède	14.6	2.8	2.6	8.1	0.6	1.4	13.1	2.0	12.4	42.3
Suisse	11.7	3.0	4.9	12.3	2.2	0.6	6.5	2.5	17.8	38.6
MP OCDE	13.8	5.5	4.4	9.5	1.2	1.5	17.7	1.5	12.5	32.4
MNP OCDE	14.0	3.3	3.9	10.8	1.7	1.4	14.5	2.6	12.1	35.7
Lettonie	13.2	2.4	5.2	13.0	1.8	3.3	10.0	4.2	15.7	31.2

Source : Statistiques de l'OCDE sur les comptes nationaux (base de données), statistiques d'Eurostat relatives aux finances publiques (base de données). Pour l'Australie, les données sont tirées des statistiques relatives aux finances publiques fournies par le Bureau australien des statistiques.

StatLink  <http://dx.doi.org/10.1787/888933348210>

2.32. Évolution de la ventilation des dépenses des administrations publiques par fonction (entre 2007 et 2013)

	Services généraux des administrations publiques	Défense	Ordre et sécurité publics	Affaires économiques	Protection de l'environnement	Logement et équipements collectifs	Santé	Loisirs, culture et culte	Enseignement	Protection sociale
Allemagne	0.1	0.2	0.0	0.2	0.1	-1.0	1.0	0.0	0.6	-1.3
Australie	2.3	-0.4	-0.4	-0.9	0.7	-0.6	-0.1	-0.4	0.1	-0.2
Autriche	-1.2	-0.3	-0.1	-0.9	0.1	-0.1	0.3	-0.3	0.2	2.2
Belgique	-2.6	-0.4	0.0	0.9	0.6	-0.2	0.6	-0.1	0.2	1.2
Corée	-0.5	-0.1	-0.1	-3.4	-0.6	-0.7	1.6	-0.1	0.7	3.3
Danemark	0.1	-0.5	0.0	0.4	-0.3	-0.2	-0.2	-0.2	0.3	0.7
Espagne	2.9	-0.4	-0.3	-3.3	-0.7	-1.3	-1.0	-1.5	-1.2	6.7
Estonie	0.5	1.0	-1.3	-0.7	-0.8	-0.4	0.3	-0.6	-1.8	3.8
États-Unis	-0.9	-0.9	-0.3	-0.6	0.0	-0.3	1.5	-0.1	-1.1	2.6
Finlande	0.2	-0.3	-0.2	-1.1	-0.2	0.0	0.3	0.3	-1.2	2.2
France	-1.8	-0.2	0.1	0.5	0.1	0.2	-0.1	0.1	-0.5	1.5
Grèce	-7.8	-2.3	-0.1	15.9	-0.3	0.0	-4.2	-0.2	0.3	-1.3
Hongrie	1.8	-1.6	0.2	0.7	0.6	-0.4	0.4	0.8	-1.5	-1.1
Irlande	6.8	-0.2	-0.5	-3.8	-1.2	-4.0	-1.3	-0.3	-2.1	6.4
Islande	6.0	-0.1	-0.4	-3.4	-0.2	1.3	-2.4	-2.0	-2.3	3.4
Israël	-3.7	-2.2	0.3	0.7	0.2	-0.3	0.7	0.5	2.2	1.6
Italie	-0.8	-0.1	-0.1	-0.7	0.1	0.0	-0.2	-0.4	-1.6	3.9
Japon	-1.7	-0.2	-0.4	0.6	-0.5	-0.4	1.0	-0.1	-0.9	2.5
Luxembourg	-0.5	0.2	0.0	-1.5	0.1	0.1	-0.2	-0.7	0.6	1.9
Norvège	-4.5	-0.7	0.2	1.5	0.5	0.2	0.2	0.2	-0.6	3.0
Pays-Bas	-1.9	-0.5	-0.1	-1.7	-0.4	0.2	1.9	-0.1	-0.2	3.0
Pologne	0.8	-0.6	0.1	-1.2	0.3	-0.9	0.5	-0.1	-0.8	1.7
Portugal	2.6	-0.6	0.5	-2.9	-0.5	-0.4	-2.5	-0.3	-0.9	5.0
République slovaque	2.2	-1.9	1.2	-4.1	0.5	-0.4	0.5	1.0	0.4	0.6
République tchèque	0.4	-0.9	-0.6	-1.7	0.1	-0.4	1.0	-0.2	0.6	1.9
Royaume-Uni	1.8	-0.2	-0.9	-0.3	-0.3	-1.0	0.9	-0.5	-1.8	2.4
Slovénie	-1.8	-1.6	-0.4	14.8	-0.5	-0.2	-2.3	0.1	-3.2	-4.9
Suède	-0.8	-0.3	0.0	0.3	-0.1	0.0	0.3	0.0	-0.3	1.0
Suisse	-1.1	0.0	0.1	-0.6	0.6	-0.1	0.4	0.1	0.4	0.2
MP OCDE	-0.6	-0.5	-0.2	-0.3	-0.1	-0.4	0.8	-0.2	-0.8	2.3
MNP OCDE	-0.1	-0.6	-0.1	0.1	-0.1	-0.4	0.0	-0.2	-0.5	1.9
Lettonie	1.7	-1.7	-2.1	-1.0	-0.8	-0.3	-2.0	-0.8	-0.8	7.8

Source : Statistiques de l'OCDE sur les comptes nationaux (base de données), statistiques d'Eurostat relatives aux finances publiques (base de données). Pour l'Australie, les données sont tirées des statistiques relatives aux finances publiques fournies par le Bureau australien des statistiques.

StatLink  <http://dx.doi.org/10.1787/888933348210>



Extrait de :
Government at a Glance 2015

Accéder à cette publication :
https://doi.org/10.1787/gov_glance-2015-en

Merci de citer ce chapitre comme suit :

OCDE (2016), « Dépenses des administrations publiques par fonction (COFOG) », dans *Government at a Glance 2015*, Éditions OCDE, Paris.

DOI: https://doi.org/10.1787/gov_glance-2015-17-fr

Cet ouvrage est publié sous la responsabilité du Secrétaire général de l'OCDE. Les opinions et les arguments exprimés ici ne reflètent pas nécessairement les vues officielles des pays membres de l'OCDE.

Ce document et toute carte qu'il peut comprendre sont sans préjudice du statut de tout territoire, de la souveraineté s'exerçant sur ce dernier, du tracé des frontières et limites internationales, et du nom de tout territoire, ville ou région.

Vous êtes autorisés à copier, télécharger ou imprimer du contenu OCDE pour votre utilisation personnelle. Vous pouvez inclure des extraits des publications, des bases de données et produits multimédia de l'OCDE dans vos documents, présentations, blogs, sites Internet et matériel d'enseignement, sous réserve de faire mention de la source OCDE et du copyright. Les demandes pour usage public ou commercial ou de traduction devront être adressées à rights@oecd.org. Les demandes d'autorisation de photocopier une partie de ce contenu à des fins publiques ou commerciales peuvent être obtenues auprès du Copyright Clearance Center (CCC) info@copyright.com ou du Centre français d'exploitation du droit de copie (CFC) contact@cfcopies.com.